

RAPPORT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION RELATIF AU COMPTE ADMINISTRATIF 2023

I) Les opérations d'exploitation

La section d'exploitation présente pour l'année 2023 :

➤ Au titre du Budget Principal :

• Total de titres émis :	46 154 135,10 €
• Total de mandats émis :	46 082 720,79 €
Résultat de la section :	71 414,31 €
• Restes à réaliser en dépenses à reporter en N+1 :	883 326,32 €
• Restes à réaliser en recettes à reporter en N+1 :	0,00 €

➤ Au titre du Budget Annexe FEADER :

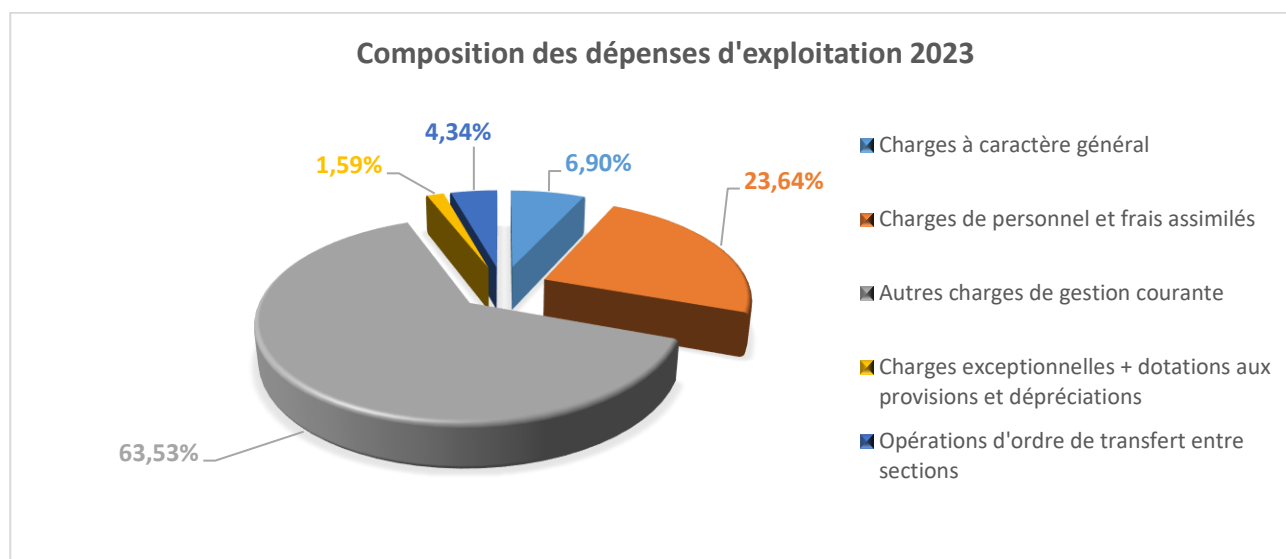
• Total de titres émis :	23 272 565,26 €
• Total de mandats émis :	23 272 565,26 €
Résultat de la section :	0,00 €

I.1) Les dépenses d'exploitation au titre du Budget Principal

Le total des dépenses d'exploitation s'élève à 46 082 720,79 €. Son taux d'exécution se fixe à 93,2 % des prévisions budgétaires et à 95 % en y intégrant les restes à réaliser.

Les dépenses augmentent de 7 068 042,42 €, soit 18,1 % par rapport à l'exercice 2022.

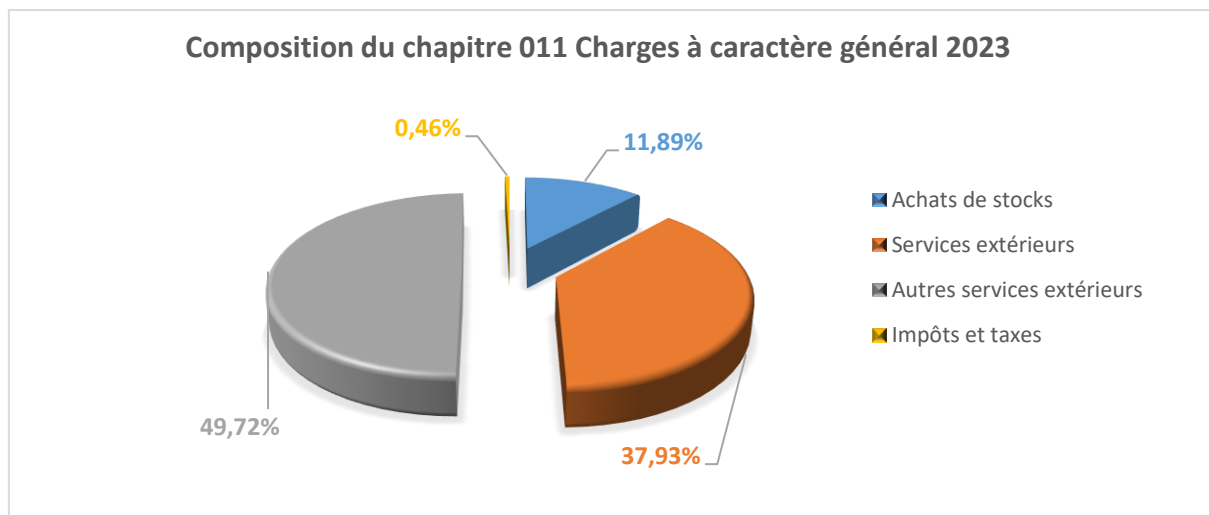
Elles se composent des chapitres suivants :



❖ Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 3 177 698,22 €

Ce chapitre augmente de 40 666,29 €, soit 1,3 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 68,3 % des prévisions budgétaires et à 86,5 % en y intégrant les restes à réaliser.

Il se décline comme suit :

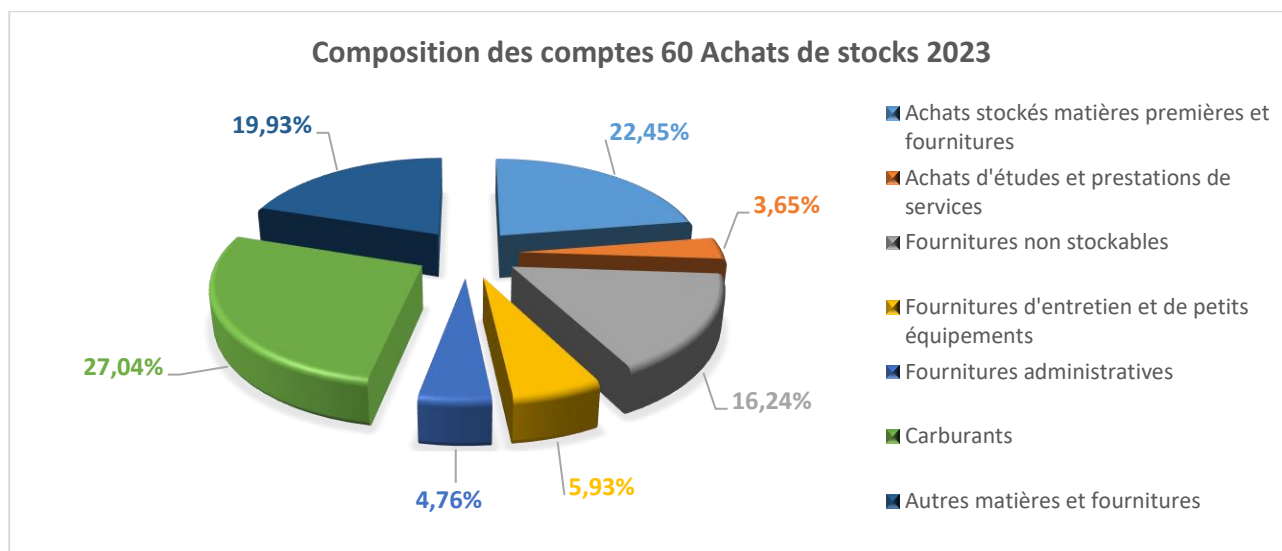


• Comptes 60 « Achats de stocks » : 377 895,10 €

Ce poste augmente de 43 037,72 €, soit 12,9 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 85,1 % des prévisions budgétaires et à 90,4 % en y intégrant les restes à réaliser.

L'augmentation des dépenses s'explique principalement par une hausse des achats de stocks de matières premières ainsi que des achats d'études et de prestations de services.

Les comptes 60 « Achats de stocks » se déclinent comme suit :

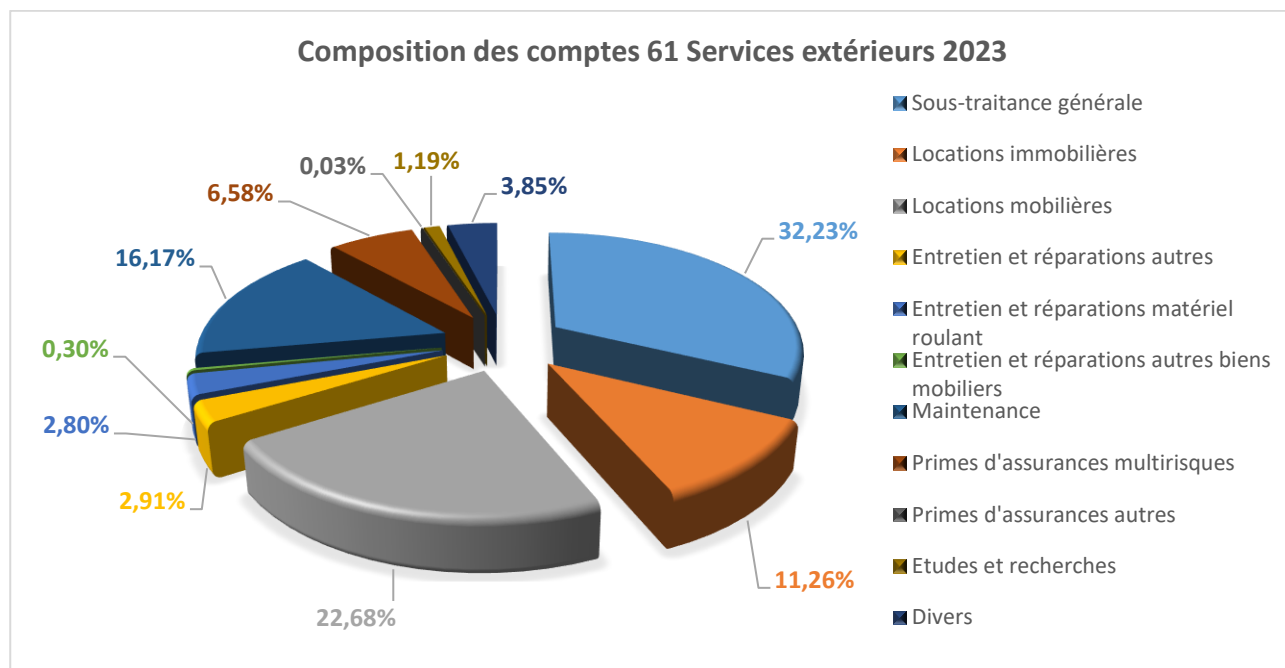


• **Comptes 61 « Services extérieurs » : 1 205 185,46 €**

Ce poste diminue de 348 721,53 €, soit - 22,4 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 51,2 % des prévisions budgétaires et à 64,4 % en y intégrant les restes à réaliser.

La diminution des dépenses s'explique principalement par un niveau de dépenses moins important en 2023 qu'en 2022 des actions de promotions et de contrôles SIGC.

Les comptes 61 « Services extérieurs » se déclinent comme suit :



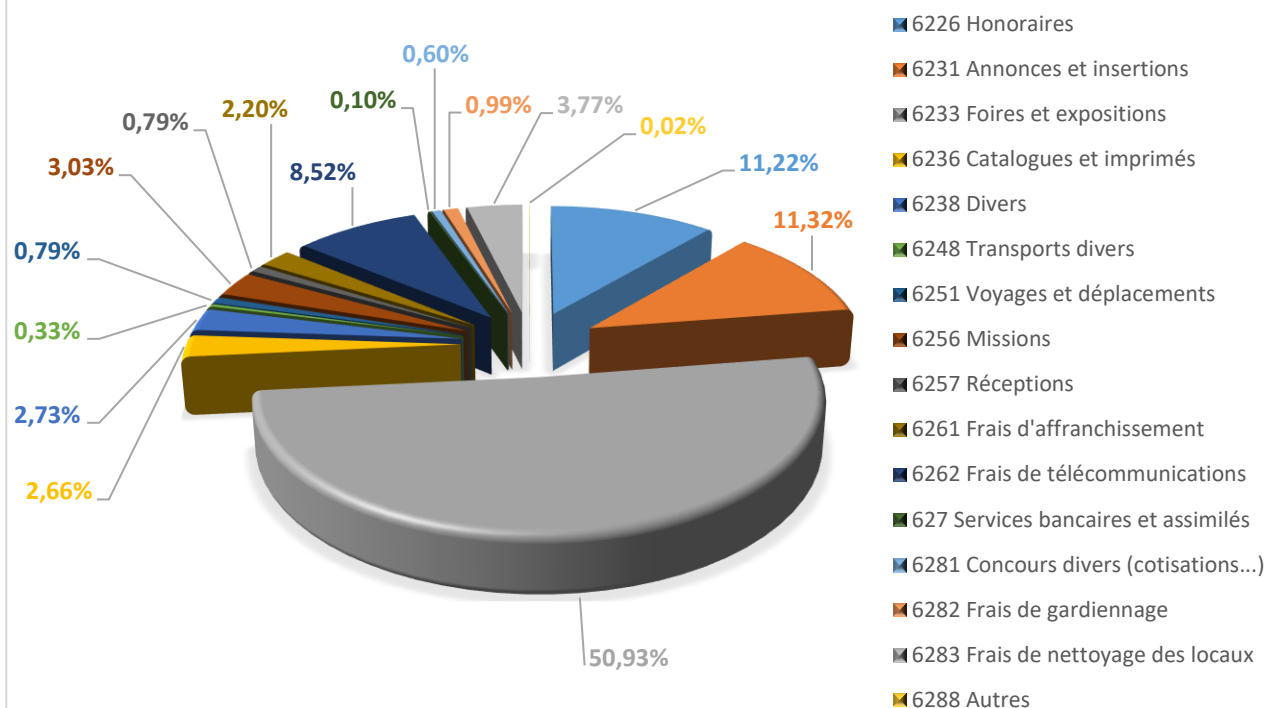
• **Comptes 62 « Autres services extérieurs » : 1 580 096,14 €**

Ce poste augmente de 346 018,38 €, soit 28 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 86,1 % des prévisions budgétaires et à 114,2 % en y intégrant les restes à réaliser.

L'augmentation des dépenses est liée principalement à l'organisation du Salon International de l'Agriculture 2023.

Les comptes 62 « Autres services extérieurs » se déclinent comme suit :

Composition des comptes 62 Services extérieurs 2023



• Comptes 635 « Impôts et taxes » : 14 521,52 €

Ce poste concerne les taxes relatives à la détention de foncier, de véhicules de société et divers droits d'enregistrement.

Il augmente de 331,72 €, soit 2,3 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 69,5 % des prévisions budgétaires.

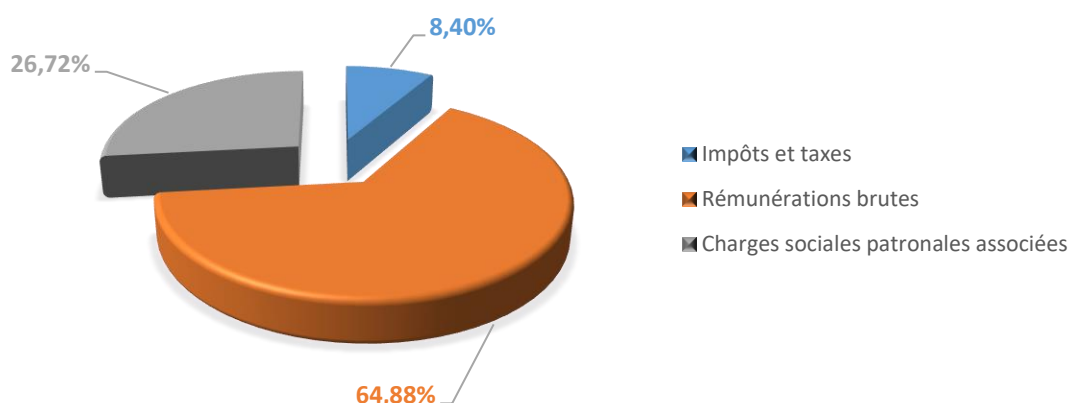
❖ Chapitre 012 « Charges de personnel et frais assimilés » : 10 894 056,77 €

Ce chapitre augmente de 845 356,50 €, soit 8,4 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 97,5 % des prévisions budgétaires.

L'augmentation des dépenses s'explique pour l'essentiel par l'impact des indemnités de trois départs à la retraite ainsi que d'un licenciement et par la revalorisation du point d'indice de 1,5 % à partir du 1^{er} juillet 2023.

Ce chapitre se décline comme suit :

Composition du chapitre 012 Charges de personnel et frais assimilés 2023



Les charges de personnel et frais assimilés représentent 23,6 % du total des dépenses de la section d'exploitation au titre du Budget Principal. En y intégrant les dépenses de la section d'exploitation relevant du Budget Annexe FEADER, ces charges représentent 15,7 % du total des dépenses de la section tous budgets confondus.

- **Comptes 631 et 633 « Impôts et taxes » : 915 933,58 €**

Ce poste est constitué des impôts et taxes assis sur les salaires à savoir les contributions relatives à la taxe sur les salaires, à la formation professionnelle continue, à la participation de l'employeur à l'effort de construction et au versement mobilité recouvré par l'Urssaf.

Il augmente de 84 208,67 €, soit 10,1 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 96,1 % des prévisions budgétaires.

- **Comptes 64 « Charges de personnel » : 9 978 123,19 €**

Ce poste regroupe les rémunérations brutes pour 7 067 582,43 € et les diverses cotisations sociales pour 2 910 540,76 €.

Il augmente de 761 147,83 €, soit 8,4 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 97,6 % des prévisions budgétaires.

- ❖ **Chapitre 65 « Autres charges de gestion courante - hors interventions » : 2 446 306,73 €**

Ce poste regroupe des redevances versées pour concessions, brevets, licences et procédés ainsi que des droits et valeurs similaires, des indemnités et frais de mission des élus, des pertes sur créances irrécouvrables et des charges diverses de gestion courante.

Il augmente de 2 205 028,10 €, soit 913,9 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 104,8 % des prévisions budgétaires et à 106,2 % en y intégrant les restes à réaliser.

L'augmentation des dépenses est liée principalement à des remboursements de subventions au bénéfice de la CdC pour des trop perçus afférents aux programmes « Hors FEADER et hors Top-UP », « Top-Up » et « Opérations Spécifiques » pour 2 324 570,95 €.

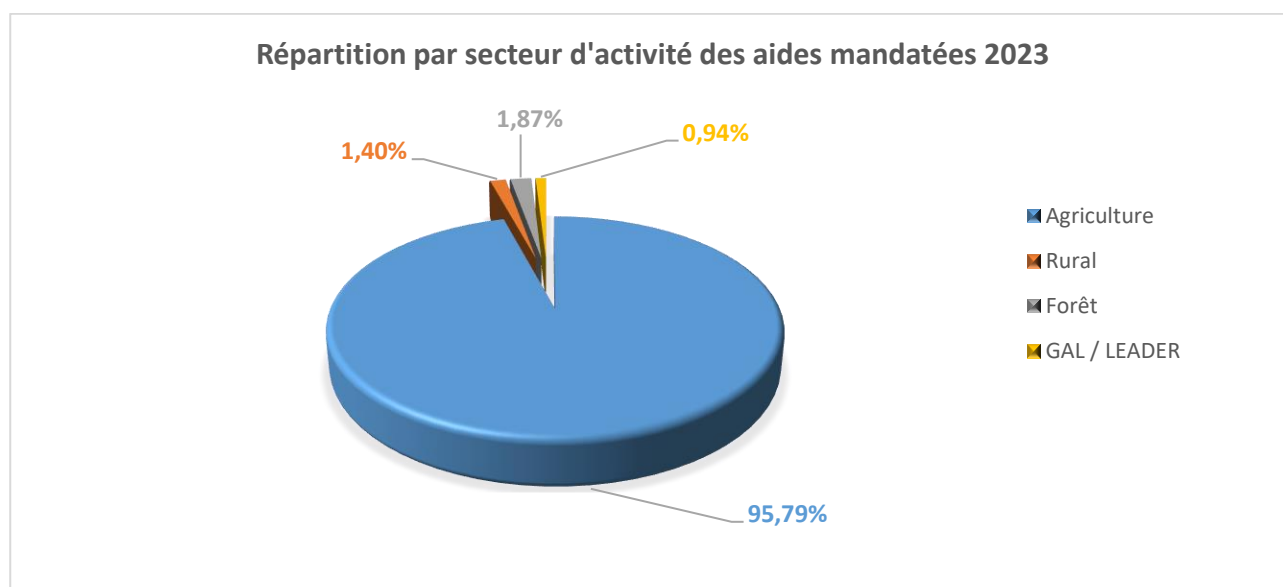
❖ **Chapitre 65 « Autres charges de gestion courante - interventions » :**
26 834 650,21 €

Ce poste est principalement constitué des aides mandatées par l'Office à destination des exploitants agricoles, des organismes de développement et autres.

Il augmente de 2 856 256,49 €, soit 11,9 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 95,2 % des prévisions budgétaires.

L'augmentation des aides mandatées est liée essentiellement aux mesures afférentes à la modernisation des exploitations ainsi qu'au dispositif de gestion de crise.

Les aides mandatées sont déclinées comme suit :



➤ **Volet « Agriculture » : 25 704 803,11 €**

• **Recherche et transfert de technologie : 3 126 294,95 €**

✓ Projets collectifs de filières (PDA 1) : 3 126 294,95 €

• **Adaptation de l'appareil de production - transformation : 10 905 006,64 €**

✓ Actions foncières : 372 578,02 €
✓ Industries Agro-Alimentaires (IAA) : 764 059,66 €
✓ Modernisation des exploitations : 9 675 859,41 €
✓ Arboriculture : 92 509,55 €

• **Aides de masse : 5 072 965,18 €**

✓ Indemnité compensatoire aux handicaps naturels (ICHN) :	4 561 116,69 €
✓ Mesures agro environnementales et climatiques (MAEC) :	301 712,84 €
✓ Conversion et Maintien Agriculture Biologique : (CAB + MAB)	210 135,65 €

• **Maîtrise de la qualité : 1 047 321,30 €**

✓ Produits sous signes de qualité officiels (PDA2) :	1 047 321,30 €
--	----------------

• **Installation - formation : 770 629,63 €**

✓ Installation et formation des agriculteurs :	770 629,63 €
--	--------------

• **Aides spécifiques : 4 782 585,41 €**

✓ Dispositif de gestion de crise :	2 676 210,12 €
✓ Actions de promotion :	1 379 688,48 €
✓ Contrôle SIGC :	94 678,66 €
✓ Aides analyse santé animal :	172 786,65 €
✓ Mesures agri bio :	129 875,70 €
✓ Diversification :	114 060,42 €
✓ Autres :	215 285,38 €

➤ **Volet « Rural » : 376 809,22 €**

✓ Aides à la création d'entreprises en milieu rural :	261 094,72 €
✓ Aides aux investissements collectifs :	115 714,50 €

➤ **Volet « Forêt » : 501 650,93 €**

✓ Animation filière Bois :	129 704,79 €
✓ Accompagnement des outils forestiers :	133 310,77 €
✓ Infrastructures forestières :	185 281,20 €
✓ Autres :	53 354,17 €

➤ **Volet « Autres » : 251 386,95 €**

✓ Groupes d'Action Locale (GAL) :	34 049,61 €
✓ Liaison entre actions de développement de l'économie rurale : (LEADER)	217 337,34 €

❖ **Chapitre 67 « Charges exceptionnelles » : 730 601,02 €**

Ce chapitre concerne 303 137,46 € de remboursement de subventions aux différents financeurs nationaux suite à émission d'ordres de reversement, 38 280,79 € d'annulation de titres sur exercices antérieurs correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement suite à erreur matérielle ou défaut de droit et 320 800,14 € de frais de gestion au taux forfaitaire de 3 % applicable aux différents fonds de financement confiés à la CADEC antérieurs à l'exercice 2023.

A cela s'ajoutent la contribution statutaire de l'Office au fonctionnement du SMAC pour 50 000 €, une régularisation de variation de coefficients de déduction de TVA de l'année 2022 pour 10 954 € et des autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion pour 7 428,63 €.

Ce chapitre augmente de 10 244,03 €, soit 1,4 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 87 % des prévisions budgétaires.

❖ **Chapitre 68 « Dotations aux provisions et dépréciations » : 50 €**

Ce chapitre concerne les dotations aux dépréciations des actifs circulants prononcées par l'assemblée délibérante.

Il augmente de 50 € par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 100 % des prévisions budgétaires.

❖ **Chapitre 042 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 1 999 357,84 €**

Ce chapitre se compose :

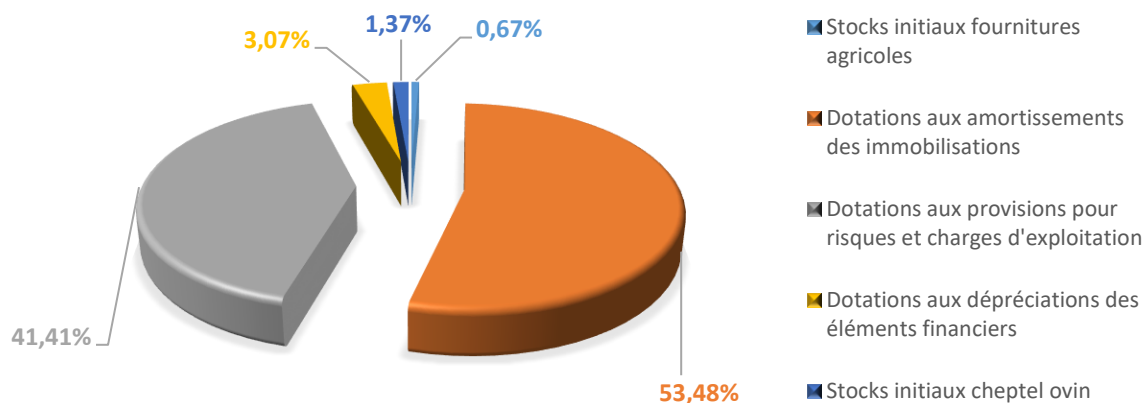
- ✓ Des stocks initiaux de fournitures agricoles pour 13 436,75 €.
- ✓ Des dotations aux amortissements des immobilisations pour 1 069 165,79 €.
- ✓ Des dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation liées au financement du compte épargne temps (CET) et aux frais irrépétibles relatifs aux contentieux des bénéficiaires pour 827 941 €.
- ✓ Des dotations aux dépréciations des éléments financiers liées aux retards de paiement d'échéances des bénéficiaires des fonds de financement confiés à la CADEC, à l'association CAPI et à la France Active Garantie pour 61 416,31 €.
- ✓ Des stocks initiaux liés au cheptel ovin détenu à la station expérimentale d'Altiani pour 27 397,99 €.

Il augmente de 1 110 441,01 €, soit 124,9 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 89,1 % des prévisions budgétaires.

L'augmentation des dépenses est liée principalement à un montant plus important en 2023 qu'en 2022 des dotations aux amortissements des immobilisations ainsi que des dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation afférentes au financement du compte épargne temps (CET).

Ce chapitre se décline comme suit :

Composition du chapitre 042 Opérations d'ordre de transfert entre sections 2023



❖ Les restes à réaliser en dépenses : 883 326,32 €

Les restes à réaliser en dépenses, correspondant à des dépenses engagées non mandatées, et qui n'ont pas donné lieu à rattachement, se déclinent comme suit :

Au titre du chapitre 011 « Charges à caractère général » :

- **Comptes 60 « Achats de stocks » : 23 581,29 €**

Ce poste se compose :

- ✓ D'achats d'études et de prestations de services pour 8 026,60 €.
- ✓ De fournitures d'entretien et de petits équipements pour 7 045,35 €.
- ✓ D'autres matières et fournitures pour 8 509,34 €.

- **Comptes 61 « Services extérieurs » : 309 586,00 €**

Ce poste se compose :

- ✓ De sous-traitance générale pour 178 991,61 €.
- ✓ De locations mobilières pour 529,40 €.
- ✓ D'entretiens et de réparations pour 33 674,02 €.
- ✓ De maintenance pour 14 502,40 €.
- ✓ De primes d'assurances pour 41 724,34 €.
- ✓ D'études et de recherches pour 33 460,14 €.
- ✓ De services extérieurs divers pour 6 704,09 €.

- **Comptes 62 « Autres services extérieurs » : 516 794,91 €**

Ce poste se compose :

- ✓ D'honoraires pour 89 553,68 €.
- ✓ D'annonces et d'insertions pour 3 378,36 €.
- ✓ De foires et d'expositions pour 154 471,73 €.

- ✓ De publications pour 222 295,13 €.
- ✓ De transports divers pour 405,72 €.
- ✓ De frais de télécommunications pour 46 582,47 €.
- ✓ De frais de nettoyage des locaux pour 107,82 €.

Au titre du chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » :

- **Comptes 65 « Autres charges de gestion courante - hors interventions » : 33 364,12 €**

Ce poste se compose :

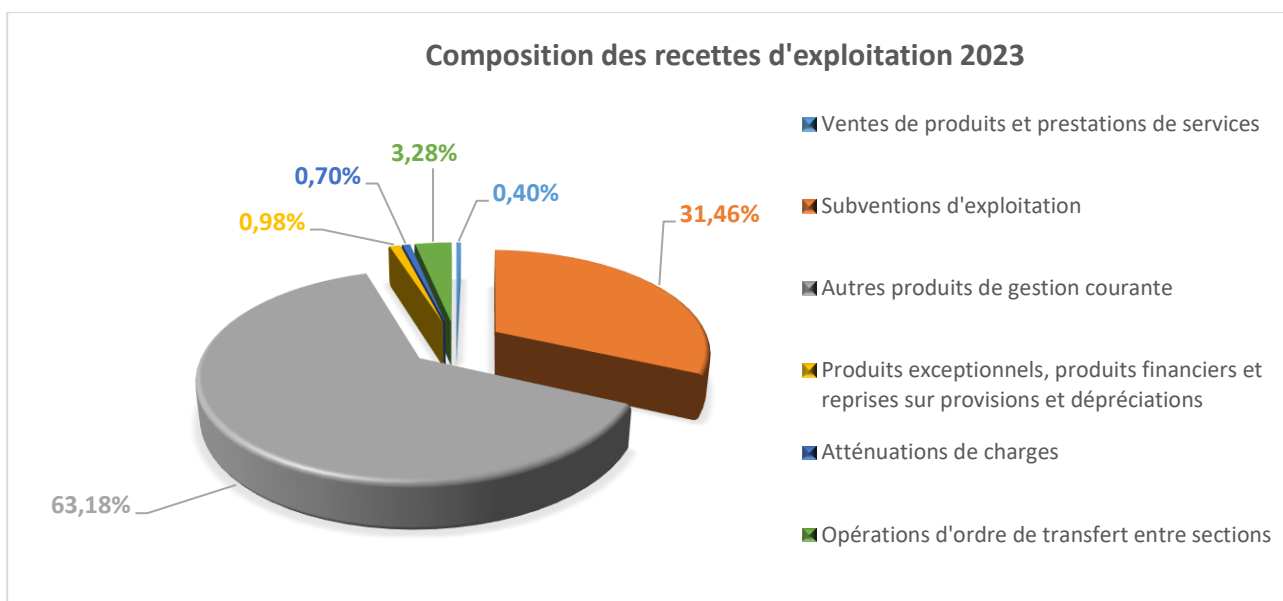
- ✓ De droits d'utilisation - informatique en nuage et autres pour 33 364,12 €.

I.2) Les recettes d'exploitation au titre du Budget Principal

Le total des recettes d'exploitation s'élève à 46 154 135,10 €. Son taux d'exécution se fixe à 100,9 % des prévisions budgétaires.

Les recettes augmentent de 6 983 223,33 €, soit 17,8 % par rapport à l'exercice 2022.

Elles se composent des chapitres suivants :



❖ Chapitre 013 « Atténuations de charges » : 322 380,40 €

Ce chapitre consiste essentiellement en des remboursements de rémunérations suite aux absences de personnel (maladie, maternité, accident de travail...).

Il diminue de 25 009,12 €, soit - 7,2 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 107,5 % des prévisions budgétaires.

❖ Chapitre 70 « Ventes de produits et prestations de services » : 186 747,21 €

Ce chapitre consiste en la mise à disposition de personnel au profit du Syndicat mixte du Grand Site de Conca d'Oru pour 113 493,93 €, des ventes d'ovins, de lait et de fourrage pour 48 491,61 € et des prestations diverses pour 24 761,67 €.

Il augmente de 17 577,91 €, soit 10,4 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 110,8 % des prévisions budgétaires.

L'augmentation des recettes est liée principalement à un niveau plus important qu'en 2022 des ventes d'ovins, de lait et de fourrage ainsi que de la mise à disposition de personnel.

❖ Chapitre 74 « Subventions d'exploitation » : 14 519 011,63 €

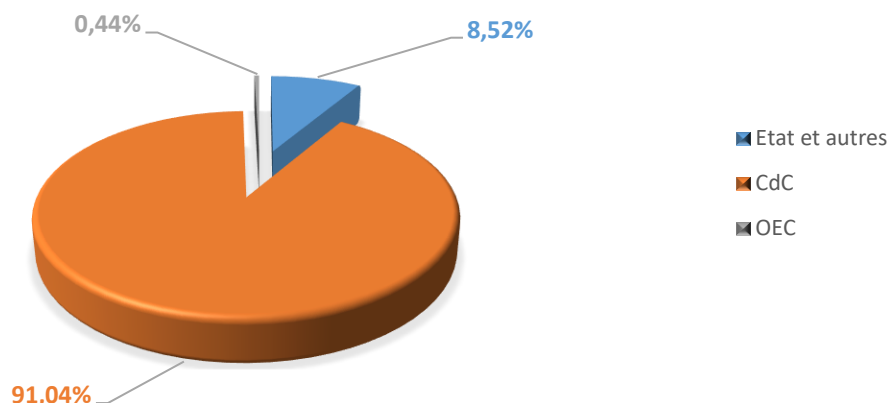
Ce chapitre se compose :

- De la dotation de fonctionnement en provenance de la CdC pour 11 317 000 €.
- Des dotations spécifiques pour 3 202 011,63 €.

Elles se composent comme suit :

- ✓ Au titre de l'Etat et autres pour 1 237 352,56 € dont :
 - 271 842 € de dotation liée aux missions transférées par l'Etat à l'Office de l'ex-CNASEA.
 - 490 000 € de dotation liée à l'Assistance Technique en provenance de l'UE via l'ASP pour les missions d'Organisme Payeur assurées par l'Office.
 - 412 575 € de dotation en provenance de l'Etat pour les actions d'accompagnement au débroussaillage.
 - 40 372,26 € d'aides en provenance de l'ASP pour les contrats d'apprentissage et de l'ANRT pour le contrat CIFRE.
 - 12 473,47 € d'aides en provenance de l'ASP liées aux missions PAC.
 - 8 646,69 € de dotation en provenance de l'UE via l'ASP pour l'ICHN de l'ODARC.
 - 1 443,14 € d'aides en provenance de l'AGEFIPH liées à l'adaptation de situation de travail pour les personnes handicapées.
- ✓ Au titre de la CdC pour 1 900 805,11 € dont :
 - 550 000 € de dotation pour l'organisation du SIA 2023.
 - 879 688,48 € de dotation liée aux actions de promotion de l'agriculture corse.
 - 217 589,78 € de dotation liée aux missions de contrôle SIGC.
 - 253 526,85 € de dotation liée aux frais de gestion CADEC/CAPI et autres.
- ✓ Au titre de la refacturation à l'OEC relative au transfert des agents à l'ODARC au 01/09/2021 pour 63 853,96 €.

Composition des subventions d'exploitations par financeur 2023



Ce chapitre augmente de 1 572 111,17 €, soit 12,1 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 97,9 % des prévisions budgétaires.

❖ Chapitre 75 « Autres produits de gestion courante » : 29 159 222,08 €

En lien direct avec les opérations d'interventions déclinées au chapitre 65, ce chapitre concerne les droits à recettes émis envers la CdC, l'Etat et d'autres partenaires financiers nationaux. Ces recettes garantissent la couverture des opérations d'interventions relevant du budget principal, et dont les mises en paiement dans le cadre des différents programmes d'aides sont assurées par l'Office au bénéfice de tiers.

Il augmente de 5 035 008,87 €, soit 20,9 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 103,4 % des prévisions budgétaires.

❖ Chapitre 76 « Produits financiers » : 17 217,86 €

Ce chapitre se compose de produits de participation issus du fonds de financement des associations foncières de 17 204,83 €, ainsi que du fonds d'avance remboursable agricole de 13,03 € confié à la CADEC.

Il augmente de 17 033,29 € par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 97,2 % des prévisions budgétaires.

❖ Chapitre 77 « Produits exceptionnels » : 434 506,46 €

Ce chapitre se compose d'ordres de reversement émis à l'égard de bénéficiaires de subvention pour 289 462,65 € et d'autres produits exceptionnels pour un montant de 145 043,81 €.

Il diminue de 301 550,25 €, soit - 41 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 90,8 % des prévisions budgétaires.

❖ Chapitre 78 « Reprises sur provisions et dépréciations » : 110,85 €

Ce chapitre se compose de reprises sur dépréciations des comptes de tiers suite aux admissions en non-valeur et aux créances éteintes prononcées par l'assemblée délibérante.

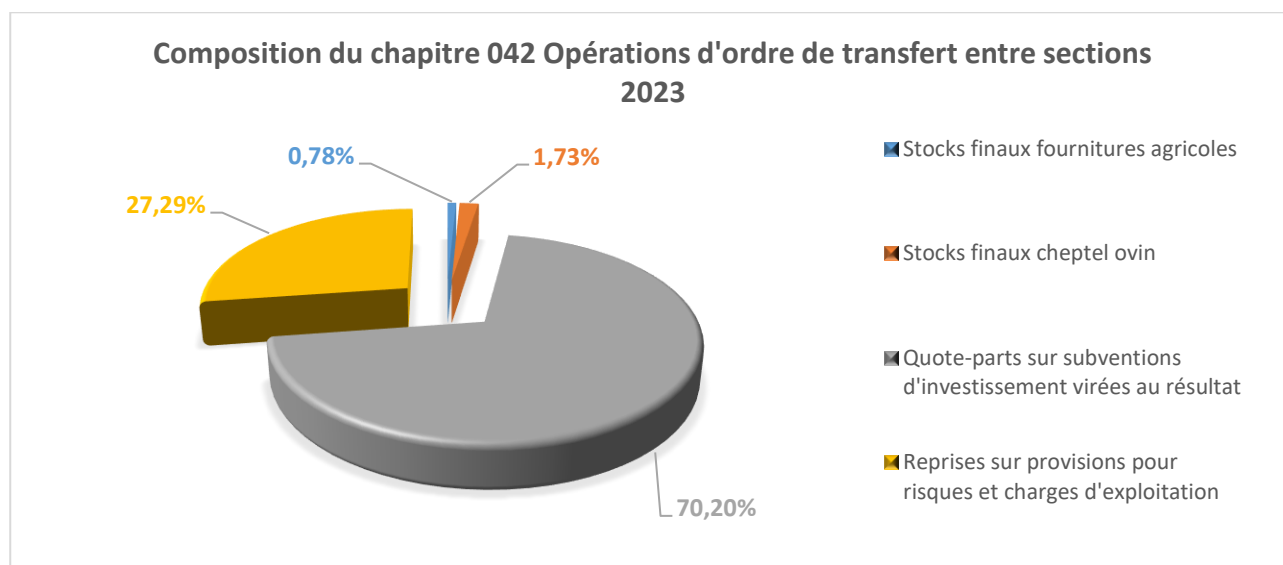
Il diminue de 99,35 €, soit - 47,3 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 99,9 % des prévisions budgétaires.

❖ Chapitre 042 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 1 514 938,61 €

Ce chapitre se compose :

- ✓ De stocks finaux de fournitures agricoles relevant d'aliments pour le cheptel ovin situé à la station expérimentale d'Altiani pour 11 790,64 €.
- ✓ De stocks finaux liés au cheptel ovin valorisés à hauteur de 26 222,75 €.
- ✓ De quotes-parts sur subventions d'investissement virées au résultat pour 1 063 494,22 €.
- ✓ De reprises sur provisions pour risques et charges d'exploitation correspondant à la consommation en congés des jours épargnés au titre du compte épargne temps (CET) pour 413 431 €.

Il augmente de 668 150,81 €, soit 78,9 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 85,7 % des prévisions budgétaires.



I.3) Les dépenses d'exploitation au titre du Budget Annexe FEADER

Essentiellement composées des aides versées aux tiers, le total des dépenses d'exploitation s'élève à 23 272 565,26 €.

Elles augmentent de 235 167,41 €, soit 1,02 % par rapport à 2022. Son taux d'exécution se fixe à 88,6 % des prévisions budgétaires.

Les dépenses d'exploitation se composent des chapitres suivants :

❖ **Chapitre 65 « Autres charges de gestion courante - hors interventions » :**
42 607,57 €

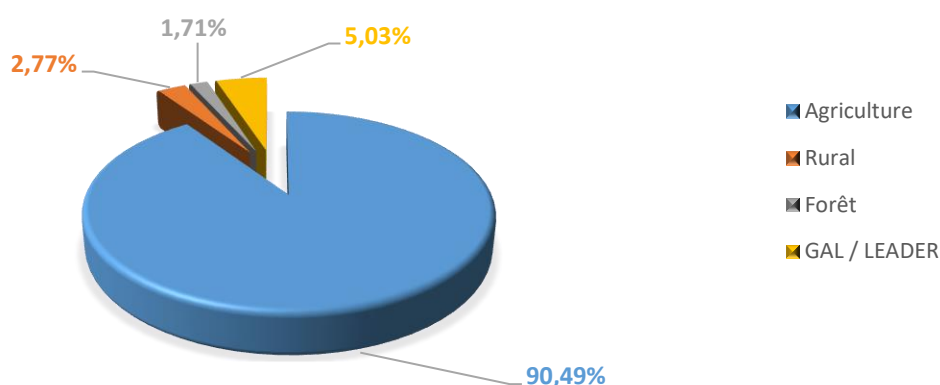
Ce poste se compose de pertes sur créances irrécouvrables admises en non-valeur prononcées par l'assemblée délibérante.

Il augmente de 41 147,74 € par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 98,3 % des prévisions budgétaires.

❖ **Chapitre 65 « Autres charges de gestion courante - interventions » :**
22 690 287,49 €

Ce poste se compose d'aides versées au titre des crédits UE-FEADER et se décline comme suit :

Répartition par secteur d'activité des aides mandatées 2023



➤ **Volet « Agriculture » : 20 533 533,20 €**

• **Adaptation de l'appareil de production - transformation : 8 434 760,79 €**

✓ Modernisation des exploitations :	2 738 187,97 €
✓ Industries Agro-Alimentaires :	2 953 038,20 €
✓ Arboriculture :	2 743 534,62 €

• **Installation - formation - échanges : 976 984,19 €**

✓ Dotation Jeunes Agriculteurs :	966 175,00 €
✓ Formation :	10 809,19 €

• **Aides de masse : 10 876 997,47 €**

✓ Indemnité compensatoire aux handicaps naturels (ICHN) :	9 944 878,67 €
✓ Mesures agro environnementales et climatiques (MAEC) :	301 712,68 €
✓ Conversion et Maintien Agriculture Biologique : (CAB + MAB)	630 406,12 €

• **Aides spécifiques : 244 790,75 €**

✓ Pollinisation :	62 608,50 €
✓ Races menacées :	4 058,38 €
✓ Aménagements agro-pastoraux :	43 190,00 €
✓ Diversification :	114 060,39 €
✓ Zones naturelles :	20 873,48 €

➤ **Volet « Forêt » : 386 968,87 €**

✓ Infrastructures forestières :	185 281,20 €
✓ Exploitations forestières :	15 241,60 €
✓ Sauvegarde châtaigneraie :	17 678,50 €
✓ Opérations de sylviculture :	20 434,07 €
✓ DFCI et action de prévention :	148 333,50 €

➤ **Volet « Rural » : 628 039,87 €**

✓ Entreprises en milieu rural :	197 194,65 €
✓ Assistance technique :	400 000,00 €
✓ Actions Foncières :	30 845,22 €

➤ **Volet « Autres » : 1 141 745,55 €**

✓ Groupes d'Action Locale (GAL) :	272 396,76 €
✓ Liaison entre actions de développement de l'économie rurale : (LEADER)	869 348,79 €

Ce chapitre augmente de 316 753,12 €, soit 1,4 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 89,1 % des prévisions budgétaires.

Cette augmentation est liée essentiellement aux mesures afférentes aux industries agro-alimentaire et à l'arboriculture.

❖ **Chapitre 67 « Charges exceptionnelles » : 539 670,20 €**

Ce chapitre concerne d'une part des opérations de reversement à destination des bailleurs de fonds institutionnels en relation avec la Commission Européenne, suite aux demandes de remboursement réalisées auprès de bénéficiaires de subvention n'ayant pas respecté leurs obligations pour 502 063,20 €, et d'autre part des opérations d'annulation de titres sur exercices antérieurs correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement suite à erreur matérielle ou défaut de droit pour 37 607 €.

Il diminue de 122 733,45 €, soit - 18,5 % par rapport à 2022. Son taux d'exécution se fixe à 71 % des prévisions budgétaires.

I.4) Les recettes d'exploitation au titre du Budget Annexe FEADER

En lien direct avec les dépenses d'exploitation décrit au point I.3, le total des recettes d'exploitation s'élève à 23 272 565,26 €. A l'instar des dépenses d'exploitation, les recettes d'exploitation augmentent de 235 167,41 €, soit 1,02 % par rapport à 2022. Son taux d'exécution se fixe également à 88,6 % des prévisions budgétaires.

Elles se composent des chapitres suivants :

❖ Chapitre 75 « Autres produits de gestion courante » : 22 690 287,49 €

Ce chapitre concerne les recettes résultant des appels de fonds réalisés auprès de l'ASP-MCFA et qui permettent de couvrir le paiement des aides relevant du Budget Annexe FEADER, réalisées au bénéfice de tiers au titre de l'exercice 2023 dans le cadre du PDRC 2014-2020 et du PSN Corse 2023-2027.

Il augmente de 316 753,12 €, soit 1,4 % par rapport à l'exercice 2022 au regard des opérations d'interventions déclinées supra. Son taux d'exécution se fixe à 89,1 % des prévisions budgétaires.

❖ Chapitre 77 « Produits exceptionnels » : 582 277,77 €

Ce chapitre concerne d'une part des ordres de reversement émis envers les bénéficiaires d'aides qui n'ont pas respecté leurs obligations ou qui sont liés à des conditions contractuelles, et d'autre part des ordres d'annulation de titres sur exercices antérieurs correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement.

Il diminue de 81 397,62 €, soit - 12,3 % par rapport à 2022. Son taux d'exécution se fixe à 72,5 % des prévisions budgétaires.

II) Les opérations d'investissement

La section d'investissement présente pour l'exercice 2023 :

➤ Au titre du Budget Principal :

• Total de titres émis :	3 977 068,66 €
• Total de mandats émis :	3 966 494,92 €
Solde d'exécution de la section :	10 573,74 €
• Restes à réaliser en dépenses à reporter en N+1 :	798 857,97 €
• Restes à réaliser en recettes à reporter en N+1 :	932 894,00 €

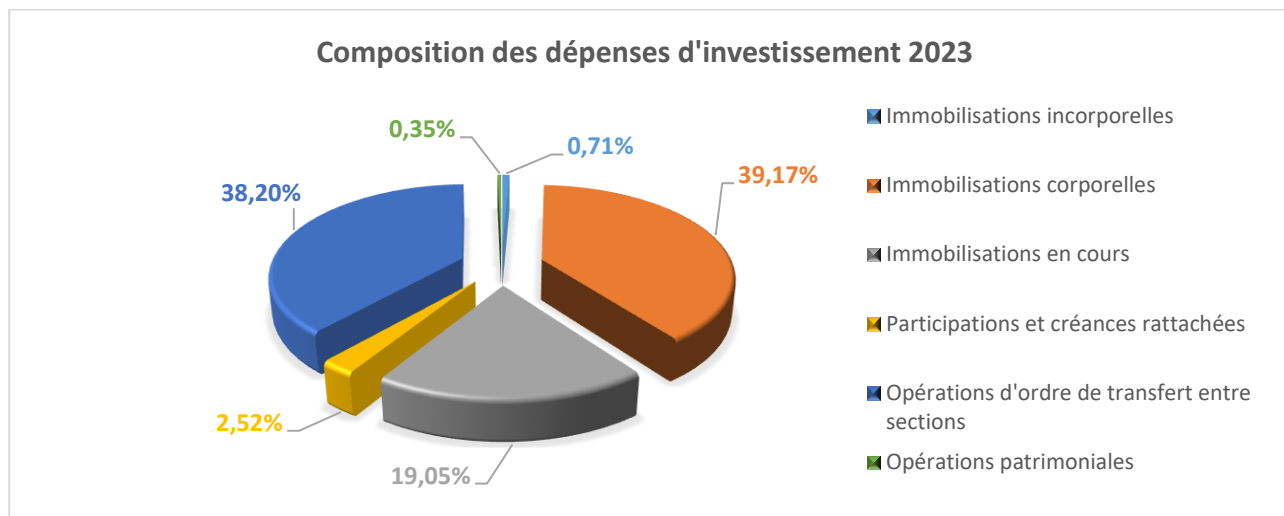
➤ Au titre du Budget Annexe FEADER : aucune opération en dépenses ni en recettes.

II.1) Les dépenses d'investissement au titre du Budget Principal

Le total des dépenses d'investissement s'élève à 3 966 494,92 €. Son taux d'exécution se fixe à 63,9 % des prévisions budgétaires et à 76,7 % en y intégrant les restes à réaliser.

Les dépenses augmentent de 1 321 303,88 €, soit 50 %, par rapport à l'exercice 2022.

Elles se composent des chapitres suivants :



❖ **Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 28 126,90 €**

Ce chapitre concerne principalement les achats de logiciels. Il diminue de 38 640,14 €, soit - 57,9 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 12,66 % des prévisions budgétaires et à 44,4 % en y intégrant les restes à réaliser.

❖ **Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 1 553 729,95 €**

Ce chapitre augmente de 985 324,85 €, soit 173,4 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 59,7 % des prévisions budgétaires et à 83,4 % en y intégrant les restes à réaliser.

L'augmentation des dépenses s'explique pour l'essentiel par l'acquisition de matériels d'analyse dans le cadre du programme de recherche et de développement dans les filières ovine, caprine, bovine, porcine, apicole et plante à parfum aromatiques et médicinales (PPAM) de Corse et par l'actualisation de la signalétique des Routes des Sens Authentiques avec l'installation de panneaux et de bornes.

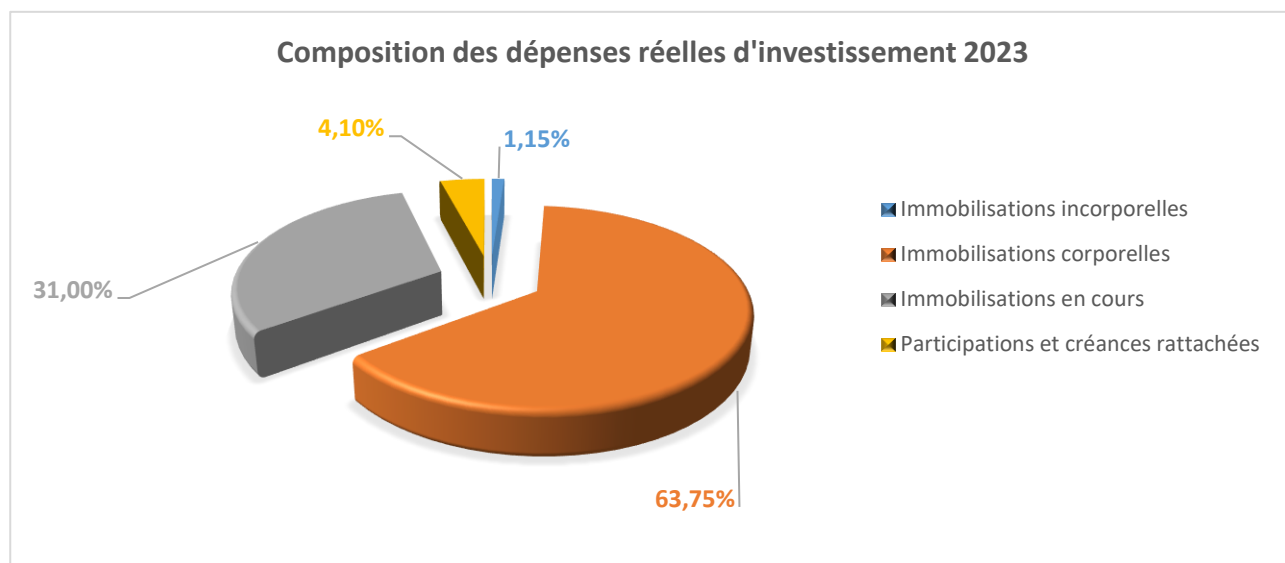
❖ **Chapitre 23 « Immobilisations en cours » : 755 684,90 €**

Ce chapitre diminue de 14 539,50 €, soit - 1,9 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 50,6 % des prévisions budgétaires et à 58 % en y intégrant les restes à réaliser.

❖ **Chapitre 26 « Participations et créances rattachées » : 100 000 €**

Ce chapitre se compose d'opération de fonds de financement à destination des jeunes agriculteurs permettant de contre-garantir des prêts bancaires et d'octroyer des prêts d'honneur.

Il diminue de 250 000 €, soit - 71,4 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 100 % des prévisions budgétaires.



❖ **Chapitre 040 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 1 514 938,61 €**

Ce chapitre est constitué essentiellement des stocks pour 38 013,39 €, des quotes-parts sur subventions d'investissement virées au résultat pour 1 063 494,22 € et des provisions pour le financement du compte épargne temps (CET) pour 413 431 €.

Il augmente de 668 150,81 €, soit 78,9 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 85,7 % des prévisions budgétaires.

❖ **Chapitre 041 « Opérations patrimoniales » : 14 014,56 €**

Ce chapitre est constitué des opérations de retraitement des frais d'insertion relatifs aux dépenses réelles d'investissement.

Il diminue de 28 992,14 €, soit - 67,4 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 54,7 % des prévisions budgétaires.

❖ **Les restes à réaliser en dépenses : 798 857,97 €**

Les restes à réaliser en dépenses, correspondant à des dépenses engagées non mandatées, se déclinent comme suit :

- **Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 70 484,54 €**

Ce chapitre se compose :

- ✓ De frais d'études pour 43 966,60 €.
- ✓ De frais d'insertion pour 6 590,78 €.
- ✓ De concessions et droits assimilés pour 19 927,16 €.

- **Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 618 041,94 €**

Ce chapitre se compose :

- ✓ D'agencements et d'aménagements de terrains pour 23 404,21 €.
- ✓ D'installations générales, d'agencements et d'aménagements sur construction pour 100 661,83 €.
- ✓ De matériel industriel pour 183 458,19 €.
- ✓ D'installations générales, d'agencements et d'aménagements divers pour 146 646,06 €.
- ✓ De matériel de bureau et de matériel informatique pour 155 036,65 €.
- ✓ De mobilier pour 8 835 €.

- **Chapitre 23 « Immobilisations en cours » : 110 331,49 €**

Ce chapitre se compose :

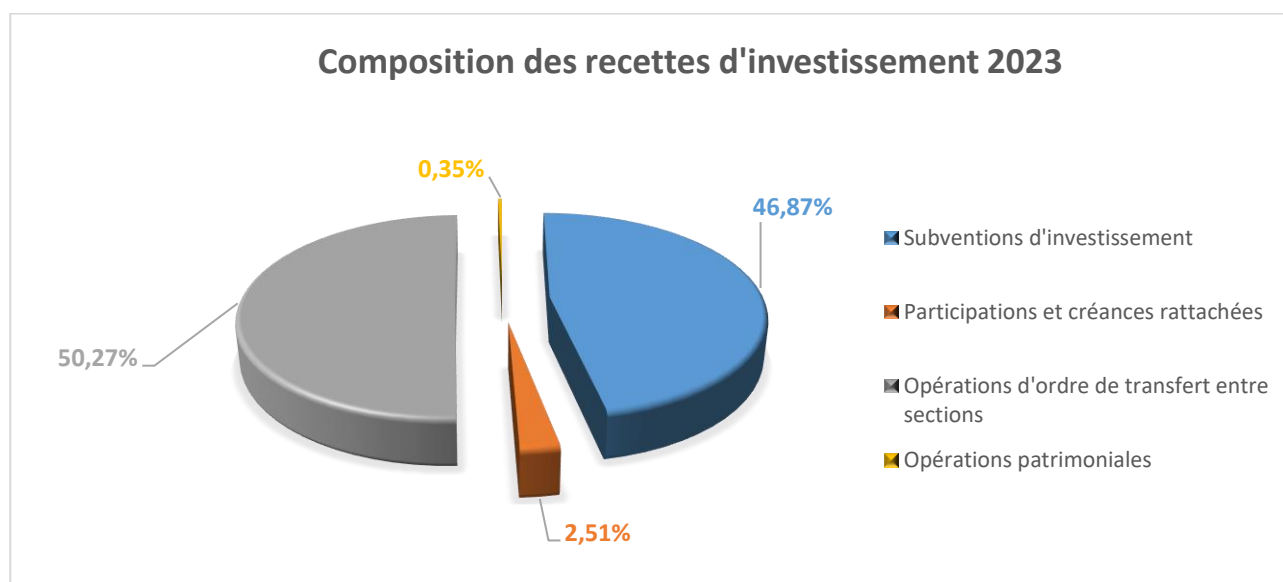
- ✓ D'immobilisation en cours terrains pour 41 610,87 €.
- ✓ D'immobilisation en cours constructions pour 68 720,62 €.

II.2) Les recettes d'investissement au titre du Budget Principal

Le total des recettes d'investissement s'élève à 3 977 068,66 €. Son taux d'exécution se fixe à 64,3 % des prévisions budgétaires et à 79,4 % en y intégrant les restes à réaliser.

Les recettes diminuent de 1 125 129,07 €, soit - 23,1 % par rapport à l'exercice 2022.

Elles se composent des chapitres suivants :



- ❖ **Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 1 863 696,26 €**

Ce chapitre diminue de 1 957 745,34 €, soit - 51,2 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 48,8 % des prévisions budgétaires et à 73,3 % en y intégrant les restes à réaliser.

Cette diminution s'explique par des demandes de financement de dépenses d'investissement moins importantes qu'en 2022.

❖ **Chapitre 26 « Participations et créances rattachées » : 100 000 €**

Ce chapitre concerne des restitutions de fonds de financement par l'organisme de financement agréé, la CADEC, conformément aux conventions.

Il augmente de 100 000 € par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 100 % des prévisions budgétaires.

❖ **Chapitre 040 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 1 999 357,84 €**

Ce chapitre concerne :

- ✓ Des provisions pour litiges et contentieux liées aux frais irrépétibles relatifs aux contentieux des bénéficiaires pour 22 500 €.
- ✓ Des provisions pour risques et charges d'exploitation liées au financement du compte épargne temps (CET) pour 805 441 €.
- ✓ Des dotations aux amortissements des immobilisations pour 1 069 165,79 €.
- ✓ Des dépréciations sur autres formes de participations liées aux retards de paiement d'échéances des bénéficiaires des fonds de financement confiés à la CADEC, à l'association CAPI et à la France Active Garantie pour 61 416,31 €.
- ✓ Des stocks évalués à 40 834,74 €.

Ce chapitre augmente de 1 110 441,01 €, soit 124,92 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 89,1 % des prévisions budgétaires.

❖ **Chapitre 041 « Opérations patrimoniales » : 14 014,56 €**

En parfait miroir des dépenses d'investissement du chapitre 041 « Opérations patrimoniales » déclinées plus haut, ce chapitre concerne le retraitement des frais d'insertion relatifs aux opérations d'investissement.

Il diminue de 28 992,14 €, soit - 67,4 % par rapport à l'exercice 2022. Son taux d'exécution se fixe à 54,7 % des prévisions budgétaires.

❖ **Les restes à réaliser en recettes : 932 894 €**

Les restes à réaliser en recettes correspondent à des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission de titres liés au chapitre 13 « Subventions d'investissement ».

III) Les résultats d'exécution au titre du Budget Principal et du Budget Annexe

Sections	Résultat à la clôture de l'exercice précédent	Part affectée à l'investissement exercice 2023	Résultat de l'exercice 2023	Résultat de clôture au 31/12/2023
I - Budget Principal				
Exploitation	5 140 541,10 €		71 414,31 €	5 211 955,41 €
Investissement	5 039 109,99 €		10 573,74 €	5 049 683,73 €
II - Budget Annexe				
Exploitation	0,00 €		0,00 €	0,00 €
Investissement	0,00 €		0,00 €	0,00 €

Au titre du Budget Principal, le résultat d'exploitation 2023 s'établit à 71 414,31 € et le résultat de clôture (résultats cumulés des exercices précédents + résultat de l'exercice) pour la section d'exploitation atteint 5 211 955,41 €.

Le solde d'exécution de la section d'investissement sur l'exercice 2023 se fixe à 10 573,74 €, ce qui porte le résultat de clôture à 5 049 683,73 €.

Le Budget Annexe consacré exclusivement à la gestion des aides européennes liées au programme FEADER affiche des résultats neutres au regard de la fonction de redistribution de l'Office qui ne génère ni bénéfice ni perte d'exploitation.